

# Le marché suisse du travail depuis 1920: les tendances à long terme

En matière de chômage, trois époques auront marqué le marché suisse du travail depuis un peu moins d'un siècle. Les années 1920–1945 ont été affectées par deux grandes crises économiques, qui tirèrent rapidement le chômage vers le haut. Les années de «boom» 1946–1973 l'ont fait rapidement fondre jusqu'à atteindre pratiquement le plein-emploi, les besoins supplémentaires en main-d'œuvre étant couverts par l'étranger. Les années 1974–2010 ont été marquées par les restructurations et une augmentation du chômage incompressible. Le présent article présente chacune de ces étapes chronologiques et en explique les raisons.



Le chômage atteignait 4,7% en 1997, soit un niveau supérieur à ce qu'il était lors de la Grande Dépression. La phase 1974–2010 se caractérise, en effet, par des mutations structurelles et un affaiblissement répété de l'emploi. En illustration: production de chaussures chez Bally en 1997. Photo: Keystone

## Les années de crise 1920–1945

La période 1920–1945 a connu deux grandes crises, qui ont entraîné un fort accroissement du taux de chômage (voir *graphique 1*)<sup>1</sup>. La première avait en réalité débuté en 1914 avec la Première Guerre mondiale. À cette date, la Suisse avait derrière elle septante années de croissance économique quasi ininterrompue, alimentée par la mise en place du réseau ferroviaire et l'industrialisation



**P<sup>r</sup> George Sheldon**  
Professeur extraordinaire d'économie politique et chef du Forschungsstelle für Arbeitsmarkt- und Industrieökonomik (FAI) à l'Institut d'études économiques de l'université de Bâle

du pays. La guerre mondiale mit brutalement fin à cette ère de prospérité. Avec le renoncement à l'étalon-or qui fut décidé pour «financer» les pénuries du temps de guerre et la forte extension de la masse monétaire qui s'ensuivit, l'indice des prix à la consommation passa de 100 en 1914 à 229 en 1918. Inversement, les salaires fondirent de quelque 25 à 30% en valeur réelle. Ajoutons à cela un régime d'économie de guerre administré plutôt mal que bien et accompagné d'un rationnement des denrées alimentaires de base. L'insatisfaction de la population connut son paroxysme en 1918 avec la grève générale.

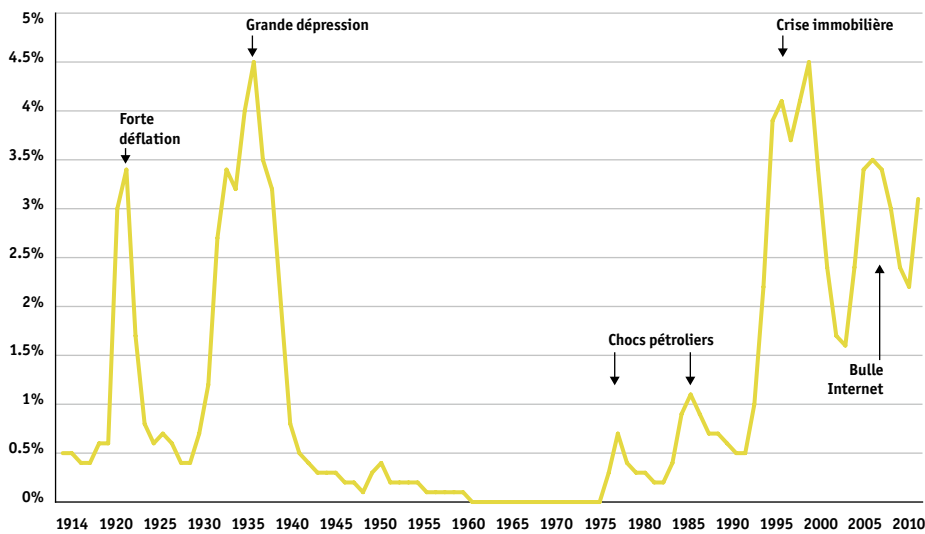
Devant ces troubles, la Banque nationale suisse (BNS) décida enfin de combattre la vague inflationniste, de baisser radicalement le niveau des prix et de revenir à l'étalon-or. Sur quoi le taux d'inflation annuel retomba de quelque +25% en 1918 au niveau (presque impossible à se représenter aujourd'hui) de -20% en 1922. Par voie de conséquence, l'économie s'affaissa et le taux de chômage progressa jusqu'à atteindre 3,4% en 1922.

Vinrent ensuite des années de relative prospérité, avant que la Suisse ne soit touchée en 1931 par la deuxième grande crise du

1 Ce paragraphe est tiré des données ESO (2009).

Graphique 1

## Le taux de chômage en Suisse, 1914–2009

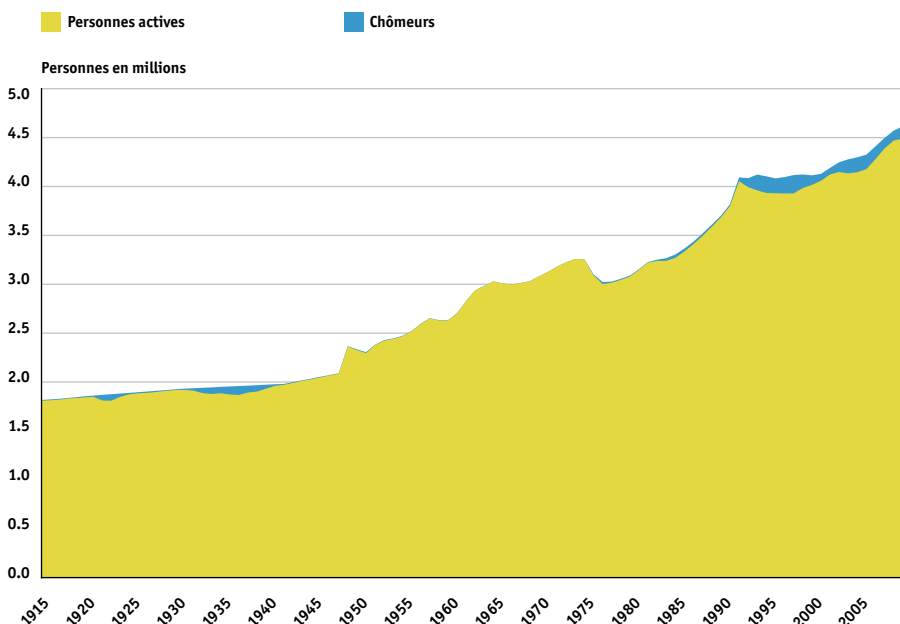


Remarque: Le taux de chômage donne la proportion de personnes au chômage, en un temps donné, dans la population active: chômeurs/(chômeurs + actifs). Contrairement à la statistique officielle du chômage, qui n'actualise le dénominateur du taux de chômage qu'au début de chaque décennie, le taux de chômage indiqué dans le présent graphique se rapporte dans chaque cas au nombre actuel de personnes actives. Étant donné qu'au cours de la période considérée, l'emploi a connu en Suisse une tendance à la progression, les taux de chômage du graphique se situent le plus souvent au-dessous des taux officiels correspondants, lesquels tendent pour la même raison, à surestimer le sous-emploi.

Sources: Statistique historique de la Suisse (1996), Degen (2009), OFS, Sheldon / La Vie économique

Graphique 2

## Personnes actives et chômeurs en Suisse, 1915–2009



Sources: Statistique historique de la Suisse (1996), Degen (2009), OFS, Sheldon / La Vie économique

siècle, la Grande Dépression, qui éleva son taux de chômage annuel moyen à 4,5% en 1936. Si ce chiffre diminua rapidement par la suite, c'est grâce principalement à la BNS, qui dévalua le franc, et au programme d'équipement militaire rendu possible grâce à l'emprunt de défense nationale de 1936.

Dans les années qui suivirent la Première Guerre mondiale, l'économie connut une mutation sectorielle. Le tissage à domicile, qui revêtait encore une importance considérable vers la fin du XIXe siècle, disparut complètement. L'emploi se déplaçait constamment de l'industrie textile vers celle des machines. Alors qu'en 1910, plus de 56% de la totalité de la main-d'œuvre du secteur industriel et artisanal était occupée dans le textile, cette proportion avait chuté à 30% en 1950. Inversement, la proportion des employés de l'industrie des machines et des métaux progressa pour s'établir à 40% en 1950. Le secteur bancaire s'étoffa considérablement lui aussi, l'emploi progressant de 125% entre 1910 et 1930.

## Les années de «boom» 1946–1973

Après la Seconde Guerre mondiale, la Suisse connut plusieurs années d'une croissance élargie et soutenue qui élimina quasi totalement le chômage. Une pénurie généralisée de main-d'œuvre se fit sentir, laquelle ne pu être surmontée qu'en recrutant à l'étranger. Entre les deux guerres, la proportion d'étrangers avait fortement diminué, passant de 15,4% en 1914 à 5,2% en 1941; elle se remit à croître à partir de la fin de la guerre pour atteindre 17,2% en 1970. Relevons tout de même que ce dernier niveau ne dépassait que de peu celui qui avait été enregistré à la veille de la Première Guerre mondiale. Avant 1914, il avait toutefois fallu près de 65 ans (de 1850 à 1914) pour voir tripler la proportion d'étrangers, soit de 4,6% à 15,4%. Après la Seconde Guerre mondiale, le même essor fut observé sur une vingtaine d'années à peine, ce qui permet de comprendre la peur naissante d'un surpeuplement étranger.

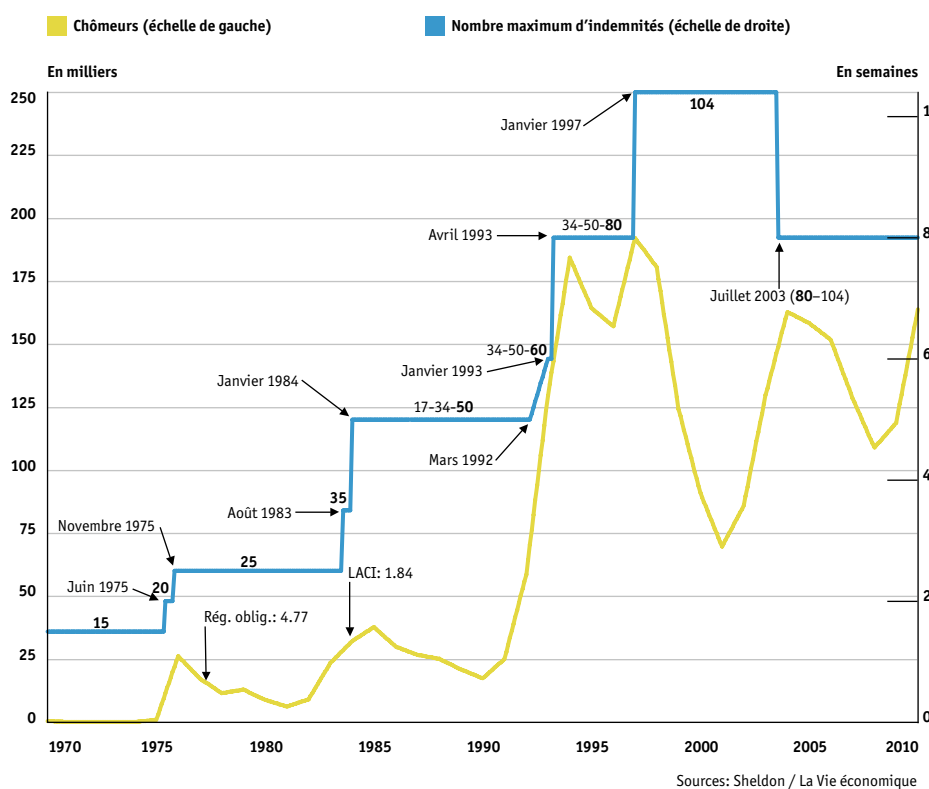
La population active s'est rapidement accrue durant les années de «boom» (voir graphique 2). Alors que le nombre de personnes occupées n'avait augmenté que de 0,4% par an dans l'entre-deux guerres, sa progression annuelle quadrupla de 1946 à 1973, pour atteindre 1,7%.

## Les années de restructuration 1974–2010

La période postérieure au «boom» se caractérise par de nouvelles baisses de l'emploi et compte cinq phases d'aggravation sensible du chômage. La première fut provoquée par

Graphique 3

## Durée (nombre) d'indemnités journalières et chômeurs en Suisse, 1970-2010



le choc pétrolier de 1973/1974. La deuxième suivit le second choc pétrolier de 1982. La troisième fut dans une certaine mesure auto-induite par la politique de restriction de la masse monétaire pratiquée par la Banque nationale au début des années nonante. Les deux dernières régressions de l'emploi sont liées aux turbulences des marchés financiers: l'éclatement de la bulle Internet au début des années 2000 et la crise bancaire qui a débuté en 2007.

### Une solidarité croissante sur le marché suisse du travail

Pendant les années de crise, singulièrement, le chômage a progressé en raison inverse du recul de l'emploi. Entre 1973 et 1978, par exemple, ce dernier avait diminué de 8%, ce qui correspond à la plus forte baisse qu'un pays de l'OCDE ait connue suite au premier choc pétrolier. Dans le même temps, néanmoins, le taux de chômage en Suisse n'avait même pas franchi la barre du 1%. Entre 1991 et 1997, en revanche, alors que l'emploi avait reculé de 3% «seulement», le taux de chômage s'était élevé à 4,7%, soit un niveau supérieur à celui atteint pendant la Grande Dépression.

Comment cela s'explique-t-il? Principalement par le fait que le marché suisse du travail est devenu nettement plus solidaire depuis le début des années septante. Au milieu

de cette décennie-là, l'assurance-chômage (AC) n'était pas encore obligatoire en Suisse et seul un cinquième des actifs bénéficiait de ses prestations. De plus, une grande partie des travailleurs étrangers n'étaient pas sédentaires; ils n'avaient donc pas de permis de séjour prolongé. Les chômeurs qui ne cotisaient pas à l'AC comme les étrangers renvoyés dans leur pays ne s'inscrivaient à aucun office du travail et demeuraient ainsi hors statistique. Officiellement, ils étaient sortis du marché du travail.

Depuis lors, la part des étrangers sédentaires a augmenté et le nombre de personnes sans emploi pouvant prétendre à des indemnités journalières a progressé, de sorte que toute baisse de l'emploi pèse aujourd'hui bien davantage qu'autrefois dans les chiffres du chômage. Statistiquement, l'ampleur du sous-emploi est devenu plus visible depuis le milieu des années septante.

### Élévation du chômage incompressible

Contrairement aux époques précédentes, le chômage incompressible tend à augmenter depuis 1973. Autrement dit, à la fin de chaque période de reprise conjoncturelle, le chômage se stabilise à un niveau supérieur à celui qu'il avait juste avant la dernière chute de l'emploi, comme l'indique la progression des valeurs planchers.

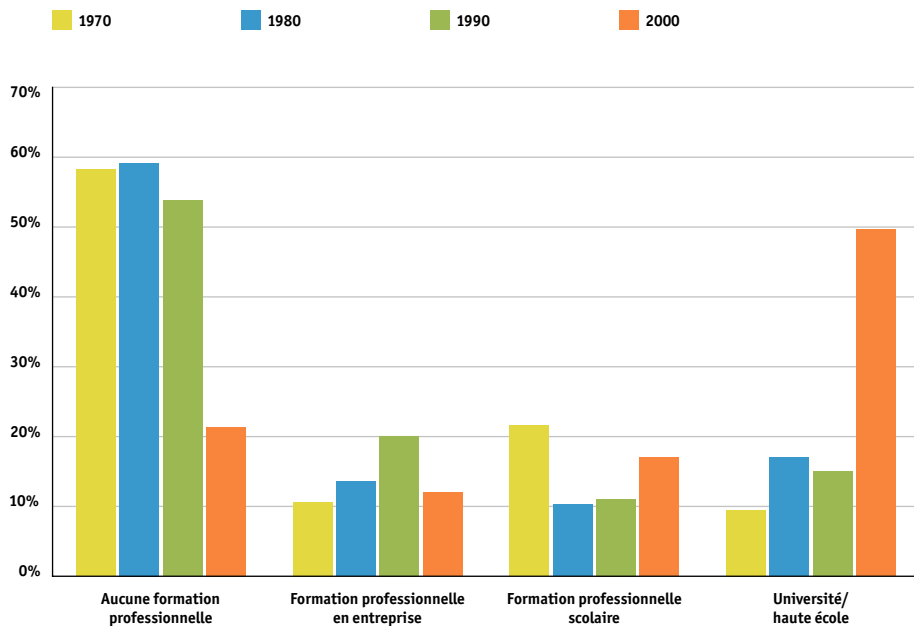
Une des raisons de cette tendance à l'augmentation du chômage résiduel est l'extension continue des prestations de l'assurance-chômage. Il ressort du graphique 3 que la durée maximale de versement des indemnités journalières a été allongée à chaque nouvelle hausse du chômage. Cette amélioration de la couverture de la population est certes louable dans son principe. Elle maintient plus longtemps le pouvoir d'achat des sans-travail, ce qui renforce la conjoncture au profit de tous.

Elle pose toutefois un problème lorsque – comme on l'observe en Suisse – l'extension de la durée d'indemnisation est maintenue alors que la dégradation conjoncturelle qui l'a justifiée a disparu. Des enquêtes empiriques montrent qu'un prolongement de cette durée augmente en moyenne de quelque 20% la durée de la recherche d'emploi – indépendamment de l'état de la conjoncture<sup>2</sup>. En Suisse, cela signifie donc que l'augmentation de 50 à 104 semaines de la durée d'indemnisation observée entre 1984 et 1997 s'est accompagnée d'un allongement de quasi 11 semaines de la durée de recherche d'emploi moyenne. Cela résulte du fait que les personnes sans travail qui se trouvent au début d'une période de chômage cherchent généralement avec moins d'empressement un nouveau travail quand elles savent qu'elles peuvent compter au besoin sur une plus lon-

2 Voir Sheldon (1997).

Graphique 4

Niveau de formation des immigrés de plus de 29 ans travaillant à temps plein et arrivés en Suisse cinq ans auparavant, 1970–2000

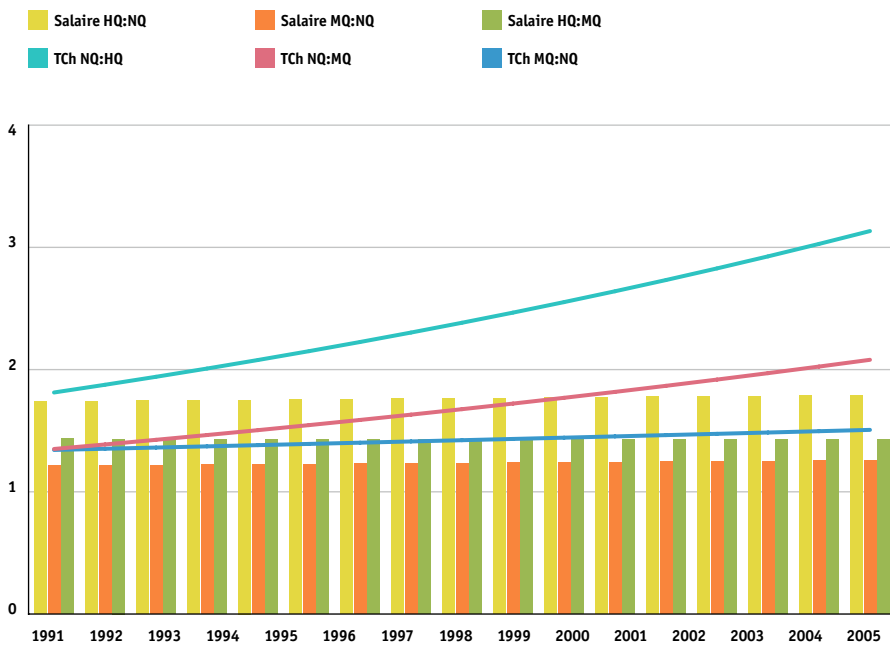


Remarque: «Aucune formation professionnelle» correspond au mieux à l'accomplissement de la scolarité obligatoire, «formation professionnelle en entreprise» à un diplôme d'apprentissage, «formation professionnelle scolaire» à une maturité ou un diplôme d'école normale, à une formation professionnelle supérieure ou au diplôme d'une école technique supérieure, enfin «université/haute école» au diplôme d'une haute école spécialisée ou à un titre supérieur.

Sources: Sheldon / La Vie économique

Graphique 5

Rapport entre salaires et taux de chômage (TCh) selon le niveau de formation, 1991–2007



HQ: personnes hautement qualifiées ou universitaires  
MQ: personnes moyennement qualifiées ou titulaires d'un diplôme d'apprentissage  
NQ: personnes non ou faiblement qualifiées

Sources: Wyss (2008), Sheldon / La Vie économique

gue période d'indemnisation. Ce fut d'ailleurs ce qui motiva la réduction à 80 semaines de la durée réglementaire d'indemnisation en juillet 2003.

### Transformation de la demande de personnel

Une autre singularité du dernier cycle du marché du travail tient au fait que l'emploi a progressé à un rythme supérieur à 1,3% par année, c'est-à-dire presque autant que pendant les années de «boom» 1946–73, quand bien même le socle du chômage n'a cessé d'augmenter. Ce phénomène est révélateur d'une inadéquation croissante entre les qualifications demandées et celles offertes par les demandeurs d'emplois. Trois tendances longues marquant actuellement les marchés du travail des États industrialisés modernes expliquent cela:

- l'internationalisation croissante de la division du travail, qui déplace à l'étranger de plus en plus de tâches simples et répétitives pour laisser sur place une proportion grandissante d'emplois plus exigeants, requérant davantage de qualifications;
- le fort coefficient de formation du progrès technique, qui accroît la demande de personnes hautement qualifiées au détriment de la main-d'œuvre peu ou pas qualifiée;
- enfin la tertiarisation du monde du travail, autrement dit le transfert constant de l'emploi des activités artisanales et industrielles vers les services, qui demandent de plus en plus de travailleurs qualifiés.

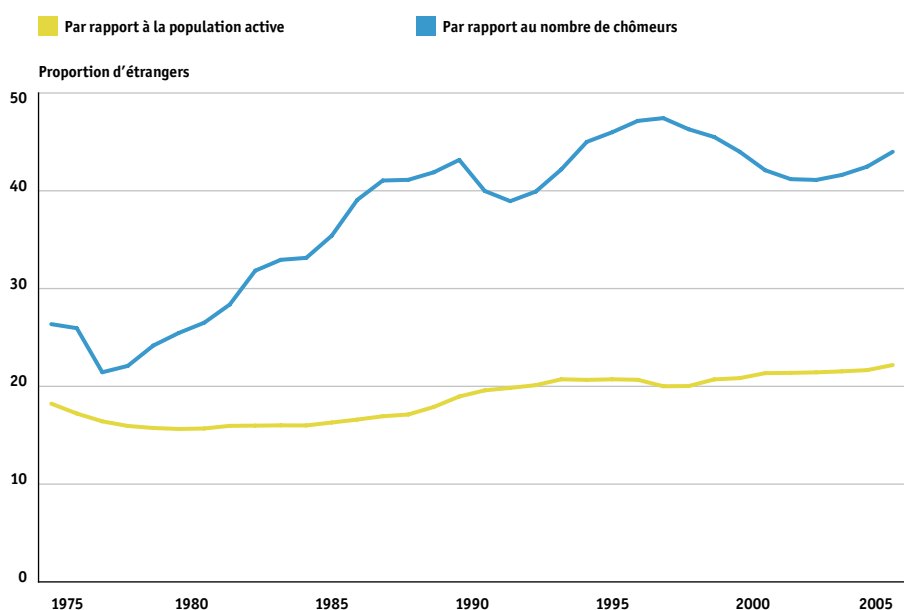
Les conséquences de ces changements apparaissent très clairement lorsqu'on examine les qualifications moyennes des travailleurs recrutés à l'étranger (voir *graphique 4*). Alors que pendant des décennies, plus de 50% des travailleurs immigrants étaient des employés à plein temps ayant peu ou pas de formation professionnelle et que moins de 20% d'entre eux possédaient un titre de haute école, ce rapport s'est diamétralement inversé vers la moitié des années nonante. On observe en effet depuis lors que 50% d'entre eux possèdent un titre de haute école et que 20% seulement ne sont pas qualifiés. Parmi les nouveaux actifs étrangers arrivant aujourd'hui en Suisse, la proportion d'universitaires est deux fois plus élevée que celle des universitaires dans la population suisse. Pour l'heure, on ne constate pas de pénurie d'apprentis diplômés, ce qui indique aussi que leur taux de chômage augmente par rapport aux universitaires (voir *graphique 5*).

### Un chômage en hausse chez les actifs peu qualifiés

Le recul de la demande en main-d'œuvre peu qualifiée a des conséquences pour les

Graphique 6

## Proportion d'étrangers dans la population active et l'effectif des chômeurs, 1975–2008



Remarque: La statistique ne distingue les chômeurs par nationalités que depuis 1975.

Sources: OFS, Sheldon / La Vie économique

travailleurs déjà présents en Suisse. En principe, il est dans l'ordre des choses qu'une baisse de la demande de personnes non qualifiées fasse diminuer leurs salaires par rapport à d'autres catégories de travailleurs ou qu'elle augmente leur taux de chômage. On observe la première situation surtout dans les pays anglo-saxons et l'autre plutôt en Europe continentale (Suisse incluse). Depuis 1991, le taux de chômage des travailleurs peu qualifiés comparé à celui des travailleurs très qualifiés est passé de moins du double à plus du triple, alors que le rapport entre leurs salaires n'a pas bougé.

Conséquence d'une longue politique de recrutement de main-d'œuvre étrangère faiblement qualifiée, la majorité de la population étrangère vivant aujourd'hui en Suisse n'a que peu de qualifications, ce qui explique qu'elle soit particulièrement touchée par le recul de la demande de personnel peu qualifié (voir *graphique 6*). On constate également que la proportion d'étrangers dans l'effectif total des chômeurs progresse nettement davantage que leur quote-part dans la population active. Cela signifie que les étrangers sont de plus en plus surreprésentés (du double actuellement) dans la population de chômeurs recensée en Suisse. La cause n'en est toutefois pas la libre circulation des personnes, comme beaucoup le supposent, mais une politique du recrutement inadéquate, telle que la Suisse l'a autrefois pratiquée.

Encadré 1

## Références

- Degen B., «Chômage», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 28 novembre 2009 ([www.hls-dhs-dss.ch/textes/jf/F13924.php](http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/jf/F13924.php)).
- ESO, Economic and Social History Online, «Entwicklung der Schweiz 1850–2000», *Economic and Social History Online*, 2009 ([www.eso.uzh.ch](http://www.eso.uzh.ch)).
- Sheldon G., «Unemployment and Unemployment Insurance in Switzerland», dans P. Bacchetta et W. Wasserfallen (éd.), *Economic Policy in Switzerland*, Londres, 1997, Macmillan, p. 62–92.
- Wyss S., «Ist die relative Schlechterstellung niedrig qualifizierter Arbeitskräfte Mythos oder Realität? Eine Analyse der Schweizer Disparität von Lohn und Arbeitslosenquote nach Qualifikation», *WWZ-Studie*, université de Bâle, août 2008.